Nations Unies A/74/208

Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session
Point 19 de l'ordre du jour provisoire*
Développement durable

Tourisme durable et développement durable en Amérique centrale

Note du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 72/214 sur le tourisme durable et le développement durable en Amérique centrale. Il fait le point, depuis la parution du précédent rapport consacré à la question (A/72/174), sur l'action menée par les États d'Amérique centrale pour mettre en œuvre des programmes visant à promouvoir et à renforcer le tourisme durable et le développement durable dans ses trois dimensions.

* A/74/150.

19-12487X (F) 270819 280819

Merci de recycler

I. Introduction

1. Dans sa résolution 72/214 relative au tourisme durable et au développement durable en Amérique centrale, adoptée en décembre 2017, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-quatorzième session, un rapport sur l'application de la résolution. En sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies responsable de promouvoir un tourisme responsable, durable et accessible à tous, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a joué le rôle de chef de file dans l'élaboration du présent rapport.

2. Le rapport vise à faire le point, depuis la parution du précédent rapport consacré à la question (A/72/174), sur l'action menée par les États d'Amérique centrale pour mettre en œuvre des programmes et des initiatives visant à promouvoir le tourisme durable et le développement durable dans l'ensemble de la région. Il puise dans les réponses reçues, entre autres, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama comme suite à la demande que l'OMT leur avait adressée au début de 2019 aux fins de surveiller l'application de la résolution 72/214.

II. Bref rappel des faits nouveaux intéressant le Programme de développement durable à l'horizon 2030

3. Depuis 2015, la communauté internationale est orientée par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les 17 objectifs de développement durable, qui mentionnent le tourisme comme cible dans l'objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), dans l'objectif 12 (Établir des modes de consommation et de production durables) et dans l'objectif 14 (Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable).

4. Un suivi et une évaluation efficaces du Programme 2030 sont essentiels pour exécuter de nouvelles mesures et réaliser des progrès supplémentaires en vue d'atteindre ces objectifs ambitieux et interdépendants. Des examens nationaux volontaires des progrès accomplis figurent au cœur de ce processus ; ils se sont avérés déterminants pour l'évaluation et l'exécution du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. Au total, 111 de ces rapports ont été remis au forum politique de haut niveau pour le développement durable depuis 2016. En Amérique centrale, le Panama, le Honduras, le Costa Rica, El Salvador et le Guatemala ont mené des examens nationaux volontaires en 2017 qui faisaient tous référence au tourisme. En 2019, le Guatemala réalisera un examen national volontaire pour la deuxième fois. Le Costa Rica et le Honduras ont fait part de leur engagement à mener les leurs en 2020.

5. La quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, qui aura lieu à Kunming (Chine) en 2020, doit en principe examiner le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, et étudier et adopter le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, qui relève d'une stratégie à long terme visant à tenir pleinement compte de la biodiversité dans la décennie à venir. L'OMT est membre du groupe consultatif informel sur la prise en compte de la biodiversité, qui est chargé d'épauler le secrétariat exécutif et le Bureau de la Conférence des Parties pour définir les grandes lignes d'une approche intégratrice cohérente à long terme pour le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

6. Pour permettre aux représentants des gouvernements de présenter les efforts qu'ils déploient pour accélérer la transition vers une consommation et une production durables tout en contribuant à des sociétés durables et résilientes, l'OMT a organisé une manifestation parallèle à l'occasion du forum politique de haut niveau pour le développement durable, tenu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 18 juillet 2018, en collaboration avec le Programme de tourisme durable [1] et le programme Aménagement et construction durables du réseau One Planet. Cet événement était organisé sous le thème « Tourisme et construction : solutions offertes par l'économie circulaire au service de l'objectif 12 des objectifs de développement durable ».

7. Le Programme de tourisme durable, qui joue le rôle de mécanisme d'exécution de l'objectif 12, a pour but principal de s'assurer que les politiques relatives au tourisme et les stratégies d'entreprise s'engagent à mesurer et à effectuer le suivi de l'utilisation rationnelle des ressources et des émissions de gaz à effet de serre du tourisme grâce au partage de connaissances, à la diffusion des meilleures pratiques et à la recherche. L'OMT a été nommée par le secrétariat du réseau One Planet du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour continuer à piloter le Programme de tourisme durable au cours de la période 2019-2022, la direction étant conjointement assurée par le Ministère français de la transition écologique et solidaire pour un nouveau mandat. Le Programme de tourisme durable compte actuellement plus de 150 membres, dont six organisations d'Amérique centrale, les ministères de l'environnement du Costa Rica et du Panama, le conseil national du développement durable du Honduras, le centre national pour une production propre du Nicaragua, l'organisation à but non lucratif Fundecooperación para el Desarrollo Sostenible, ainsi que les entreprises du secteur privé Peninsula Papagayo et Ecodesarrollo Papagayo SA, toutes deux implantées au Costa Rica. L'Association des États de la Caraïbe est également membre du Programme.

8. Le Réseau international d'observatoires du tourisme durable de l'OMT[2] s'est félicité de la mise en place de 4 nouveaux observatoires entre 2018 et le premier trimestre de 2019 ; il totalise à présent 26 observatoires dans le monde, dont 2 en Amérique centrale : un à Panama et l'autre à Antigua, au Guatemala. Les efforts concertés des autorités nationales, en conjonction avec le secteur privé, pour établir, développer et soutenir ces observatoires afin de suivre l'évolution du tourisme à l'échelle des destinations sont perçus comme des avancées importantes vers la durabilité. Ils permettront de recueillir en temps utile des données probantes destinées à éclairer l'élaboration des politiques et les processus décisionnels. Pour soutenir la croissance économique et renforcer la rentabilité et la compétitivité du secteur, il est essentiel de s'adapter aux nouveaux défis émergents, d'améliorer la qualité, de diversifier la demande en proposant des produits touristiques inédits et innovants, et d'accélérer la transformation numérique du secteur. Des données non traditionnelles sont à l'étude concernant différentes destinations et révèlent de nouvelles possibilités de prise de décisions rapide et opportune en matière de durabilité.

A. L'importance du tourisme pour les économies d'Amérique centrale

9. Selon les données recueillies dans l'édition de janvier 2019 du *Baromètre OMT du tourisme mondial*, les arrivées de touristes internationaux (séjours d'au moins une nuit) ont progressé de 6 % en 2018 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,4 milliard. Les Amériques (avec une augmentation de 3 %) ont accueilli

[1] Voir http://sdt.unwto.org/oneplanet-stp.
[2] Voir http://insto.unwto.org/.

217 millions de visiteurs internationaux en 2018, les destinations au sein de la région restant inégalement réparties. La plus forte augmentation de ces arrivées a concerné l'Amérique du Nord (augmentation de 4 %), suivie de l'Amérique du Sud (augmentation de 3 %), tandis que l'Amérique centrale et les Caraïbes déploraient un recul de 2 %. Les résultats divergeaient beaucoup selon les destinations, ce qui traduit les effets des ouragans Irma et Maria, dont le passage a eu lieu en septembre 2017.

10. Cependant, le premier trimestre de 2019 a connu une augmentation de 3 % des arrivées de touristes internationaux dans les Amériques, par rapport à la même période en 2018. Les Caraïbes (augmentation de 17 %) ont affiché une reprise vigoureuse au cours de la même période malgré les conséquences des ouragans Irma et Maria qui avaient ravagé la région fin 2017. L'Amérique centrale (augmentation de 7 %) a également connu une croissance supérieure à la moyenne régionale avec des résultats positifs dans toutes les destinations disposant de données. Après plusieurs années de résultats négatifs, les arrivées ont de nouveau augmenté au Panama, la croissance ayant été particulièrement soutenue en janvier grâce aux Journées mondiales de la jeunesse 2019.

11. Le secteur du tourisme est devenu la principale activité économique de bien des pays de la région. Il crée des possibilités d'emploi dont le besoin se faisait vivement sentir et rapporte des revenus substantiels ainsi que des recettes en devises. Pour de nombreuses économies de la région, ces recettes constituent une source essentielle de devises étrangères contribuant à juguler le déficit commercial, à stimuler l'emploi et à ouvrir des perspectives de développement. Les recettes du tourisme sont passées de 12,6 milliards de dollars en 2017 à 12,8 milliards de dollars en 2018.

B. Les progrès d'intégration de la durabilité aux politiques touristiques

12. Des études récentes de l'OMT[3] indiquent que si toutes les politiques touristiques nationales analysées font référence à la durabilité dans le cadre de leurs objectifs ou de leur vision, toutes ne considèrent pas la durabilité comme un enjeu transversal pour le développement du tourisme. Il apparaît également que les pays qui accordent une importance supérieure au tourisme dans la hiérarchie de leurs administrations ont, dans la plupart des cas, mis en place des politiques traduisant des engagements plus forts envers la durabilité, et sont plus susceptibles de faire de l'utilisation rationnelle des ressources un domaine thématique et de faire référence aux zones d'impact de la consommation et de la production durables[4] que les autres pays.

13. Les mécanismes interministériels de coordination pour l'exécution des politiques touristiques nationales semblent également plus courants dans les pays plaçant le tourisme plus haut dans la hiérarchie de leurs administrations. C'est notamment le cas au Guatemala, où un mécanisme interministériel de coordination, la table ronde multisectorielle du tourisme durable, a été mis en place pour épauler l'exécution du plan directeur 2015-2025 pour un tourisme durable, qui contribuera pour sa part à l'application de la politique nationale 2012-2022 pour le développement

[3] Organisation mondiale du tourisme (OMT) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Baseline Report on the Integration of Sustainable Consumption and Production Patterns into Tourism Policies* (Rapport de référence sur la prise en compte des modes de consommation et de production durables dans les politiques de tourisme) (Madrid, OMT, 2019).

[4] Protection de la biodiversité et utilisation durable des terres ; efficacité énergétique ; réduction des émissions de gaz à effet de serre ; réduction des déchets ; et utilisation efficace des ressources en eau.

du tourisme durable au Guatemala, engagement national dans le contexte d'un développement compétitif.

14. L'échantillon global de l'étude regroupait les six pays d'Amérique centrale qui sont également contributeurs au présent rapport. Les résultats révèlent que les Amériques sont la région qui dispose du plus grand nombre d'administrations nationales exclusivement consacrées au tourisme au sein de ses structures ministérielles. En fait, depuis l'émergence de ce type d'administrations nationales à la fin des années 1970, le plus grand nombre de créations de ministères du tourisme ou d'organes équivalents a été relevé dans les Amériques.

C. Expériences d'élaboration, de suivi et d'application de plans nationaux pour le tourisme à l'échelle des pays : enseignements à retenir

15. L'opération de planification du programme national pour le tourisme 2017-2021 du Costa Rica a été réalisée grâce à une participation conjointe des secteurs public et privé. Au Costa Rica, le tourisme a été articulé autour d'un modèle de développement très singulier qui a facilité son positionnement et la reconnaissance de sa « marque touristique ». Ce modèle met en avant la prise en compte des aspects environnementaux, sociaux et culturels du pays dans la conception et la commercialisation de produits touristiques authentiques.

16. Plusieurs aspects du processus de planification du Costa Rica ont été améliorés afin de dépasser la simple conception d'un tourisme durable pour viser la création d'activités inédites et authentiques. La méthodologie de planification a été systématiquement généralisée pour aborder les trois dimensions de la durabilité et les relier dans un système de suivi associant le développement du tourisme au progrès social et aux impacts environnementaux, notamment dans les domaines des besoins humains élémentaires, des fondements essentiels du bien-être et des perspectives issues du tourisme.

17. Le plan directeur 2015-2025 pour un tourisme durable du Guatemala a été élaboré grâce à la recherche d'un consensus et à une participation inclusive. La réussite de son suivi et de son application a reposé sur les travaux interinstitutionnels et intersectoriels conjoints menés grâce à différents espaces de dialogue dirigés et coordonnés par l'institut du tourisme du Guatemala. Les partenariats public-privé, ainsi que la coordination avec les communautés et avec les autorités et acteurs locaux et municipaux, sont également jugés d'une importance significative.

18. L'accord national 2018-2032 pour le développement d'un Guatemala compétitif et durable, signé à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme 2018, aborde des questions comme celle de l'élaboration des politiques publiques pour la conception et la gestion d'un tourisme durable ; de la sensibilisation à l'importance du tourisme comme secteur stratégique pour le développement socioéconomique du pays ; de la promotion d'évolutions réglementaires du cadre juridique grâce à des réformes de la loi organique de l'institut du tourisme du Guatemala ; et de l'adoption d'une loi sur le renforcement et la promotion des investissements dans le tourisme.

19. Le plan directeur 2007-2020 pour le développement du tourisme durable du Panama a joué le rôle de cadre stratégique exhaustif pour stimuler le secteur touristique du pays. La période d'exécution de ce plan directeur arrive à son terme et des résultats très satisfaisants ont été atteints. En avril 2018, un processus de révision du plan a été mis en œuvre afin de le poursuivre jusqu'en 2025 et de le faire correspondre aux objectifs de développement durable, en cernant de nouveaux programmes et de nouvelles actions susceptibles de contribuer à un développement durable exhaustif du tourisme au Panama.

20. La norme 2017 sur le tourisme durable au Panama vise à définir des paramètres minimums de durabilité dans ses trois dimensions (économique, environnementale et sociale) afin que les prestataires de services du secteur touristique puissent renforcer leur compétitivité. Concernant les progrès réalisés dans l'exécution du plan directeur actuel, les acteurs du secteur reconnaissent quasi unanimement le besoin de préserver l'environnement naturel et admettent l'importance d'élaborer un état de référence et de respecter des indicateurs convenus pour pallier une des faiblesses du plan actuel.

21. Au cours des dernières années, le Nicaragua a consolidé sa stratégie de positionnement de destination touristique en renforçant et en diversifiant ses produits à l'échelle nationale, régionale et internationale. Le pays a également mis en place des actions avec les diverses parties prenantes afin de renforcer et d'enrichir les aptitudes et l'assistance technique, conformément au Plan national de développement humain 2018-2021 et au plan national pour le développement du tourisme durable 2011-2020. Parmi les principaux enseignements à retenir sur l'exécution, on compte le besoin de coordination et de partage de responsabilités entre les acteurs principaux, notamment les secteurs public et privé et le monde universitaire, ainsi que le besoin d'inviter les communautés locales des destinations touristiques à participer.

22. La stratégie nationale du tourisme 2019-2023 du Nicaragua, actuellement en attente d'approbation, fait partie de la nécessaire actualisation du plan national pour le développement du tourisme durable 2011-2020 au Nicaragua. La stratégie proposée repose sur un processus méthodologique servant à évaluer les résultats des recherches et des expériences partagées sur des sujets essentiels et des tendances touristiques, qui ont été débattus avec des parties prenantes nationales lors de tables rondes à l'échelle territoriale et nationale.

23. Le plan national pour le tourisme 2014-2019 d'El Salvador vise à présenter l'attractivité touristique de ce pays en favorisant le tourisme durable à l'échelle nationale et internationale, en mettant en valeur sa culture, ses traditions et ses coutumes et en positionnant le tourisme comme un vecteur de développement économique, d'inclusion sociale et d'atténuation de la pauvreté. Des consultations, des groupes de réflexion et des forums ont été organisés pour élaborer le plan, avec la participation d'organisations civiles et de syndicats, d'universitaires et d'institutions gouvernementales.

24. Le plan national pour le tourisme comporte des objectifs quinquennaux qui ont permis de mesurer les avancées du développement du tourisme dans le pays et de stimuler la promotion d'El Salvador en tant que nouvelle destination attrayante pour les investissements dans le tourisme durable. Ces objectifs visent à augmenter la contribution du tourisme au produit intérieur brut (PIB), à accroître les recettes au cours de la période de cinq ans et à stimuler l'emploi dans le secteur touristique. De telles données sont reflétées dans les rapports annuels du Ministère du tourisme et de ses institutions connexes, la société salvadorienne du tourisme et l'institut salvadorien du tourisme. Certains objectifs sont en outre liés au programme « villages vivants » (« Pueblos vivos ») en tant que marque touristique nationale reposant notamment sur les Salvadoriens et Salvadoriennes résidant à l'étranger, dans le cadre du programme « Vis ton pays » (« Vive tu país »).

25. La stratégie nationale 2006-2021 pour le tourisme durable du Honduras a permis d'accumuler de l'expérience dans l'harmonisation du développement du tourisme durable et de la préservation des ressources naturelles à forte valeur écologique et touristique, comme les forêts de feuillus et de conifères, les mangroves, le lac de Yojoa, les lagons, les lagunes côtières, les étangs et les cours d'eau, les récifs coralliens et les plages. En outre, des réglementations et des manuels ont été rédigés pour l'exécution d'évaluations de programmes environnementaux et de systèmes de

certification destinés aux prestataires de services environnementaux, afin d'améliorer la compétitivité du secteur et de promouvoir l'essor d'un tourisme durable.

III. Évolutions récentes et progrès à l'échelle nationale

A. Réduction de la pauvreté, protection de l'environnement et développement par le tourisme

26. Les données sur la croissance du tourisme au Costa Rica reflètent une réussite exemplaire du point de vue de deux indicateurs : les revenus de source étrangère que le secteur du tourisme génère, contribuant à l'économie nationale, et la création d'emploi. Selon les calculs du compte satellite du tourisme utilisés pour la première fois dans ce pays en 2018, les données collectées jusqu'en 2016 révèlent le lien entre l'offre et la demande dans les activités touristiques, tandis que des estimations montrent la contribution économique du tourisme dans le pays, ainsi que la façon dont la mesure de l'effet direct, une augmentation de 6,3 %, se porte à 8,2 % si l'on tient compte de l'effet indirect. En matière d'emploi, 211 213 personnes travaillaient dans le secteur du tourisme en 2016, soit 8,8 % de l'emploi total.

27. Hormis ces résultats, de grands pas ont été faits au Costa Rica concernant l'élaboration d'un indice du progrès social innovant pour les destinations touristiques. Cet outil permet de mesurer et d'appréhender le bien-être, perçu comme un moyen d'améliorer la façon dont les programmes des secteurs public et privé sont conçus pour stimuler le progrès social et une croissance économique inclusive et durable. Cet indice est la première mesure exhaustive généralisée analysant 12 composantes thématiques du progrès social au moyen de 53 indicateurs.

28. Au Honduras, de nouvelles initiatives ont été mises en place pour stimuler l'emploi, notamment l'emploi local, tout en augmentant le nombre de visiteurs et le tourisme de 3 % à 8 % par an. Entre 2015 et 2018, 233 670 emplois directs ont été créés grâce au tourisme.

29. Depuis 2016, le tourisme est considéré comme un sujet éminemment important par la présidence du Guatemala, ce qui a permis de le traiter de manière prioritaire au plus haut niveau, produisant un effet significatif sur le développement durable de ce secteur. L'institut du tourisme du Guatemala finance un système de gestion destiné à effectuer le suivi de la qualité et de la durabilité des entreprises du secteur, des parcs et des sites archéologiques. Cela permet d'élaborer des orientations sur les meilleures pratiques et contribue à réduire les frais de fonctionnement et les taux de consommation. Le décret 19-2018 a été adopté pour approuver la réforme de la loi de promotion du tourisme intérieur, ce qui a aidé à atténuer les effets saisonniers du tourisme, dégageant ainsi des retombées économiques supérieures pour les sites de destination.

30. Le programme « Impulsa » de l'institut du tourisme du Guatemala a permis de renforcer et de promouvoir des initiatives de tourisme durable dans des zones protégées. Ce programme a été créé en 2015 avec l'objectif principal d'augmenter les capacités de croissance des sociétés d'entrepreneurs hommes et femmes, et des petites et moyennes entreprises, en offrant des conseils spécialisés, en faisant profiter de réseaux et en proposant des possibilités d'accès à des capitaux de lancement. Vingt entrepreneurs ou entrepreneuses et sociétés ont été sélectionnés à ce jour, et 40 projets d'entreprises, notamment petites et moyennes, ou encore de zones protégées étaient prévus pour les éditions 2018 et 2019 (années du programme). Ce programme a apporté au Guatemala une croissance significative en 2018, avec plus de 95 millions de quetzales de chiffre d'affaires, la création de 106 emplois directs, un taux de

croissance moyen de 62 % par rapport à 2017, des conditions de vie améliorées pour plus de 8 000 personnes et le classement de 187 hectares de forêt sous un statut protégé. En 2018, l'institut a en outre formé 8 166 personnes sur des enjeux touristiques et l'institut technique de formation et de productivité a formé 29 747 personnes sur des sujets connexes.

31. L'examen du tourisme durable à El Salvador a permis de créer une base de données qui servira à faire le suivi de l'impact social du tourisme dans ce pays et à fournir des éléments essentiels à l'exécution de la politique touristique nationale. Des rapports sur les indicateurs des objectifs de développement durable sont en outre rédigés grâce à la société salvadorienne du tourisme, en particulier sur l'objectif 8 et la contribution du tourisme au PIB, à l'emploi et au chiffre d'affaires du tourisme international. Une matrice de suivi des interventions de politique publique associées aux objectifs de développement durable a été réalisée.

32. Selon l'institut salvadorien de la sécurité sociale, en 2018, sur 856 497 actifs cotisants, on estimait que 102 862 personnes avaient été employées dans le secteur du tourisme. Le Ministère du tourisme a également établi une série de plans, de programmes et de projets destinés à stimuler l'emploi et les revenus pour les groupes défavorisés, comme les femmes, les jeunes et les communautés rurales ou autochtones, afin de renforcer leurs compétences techniques et opérationnelles et leurs capacités de gestion en vue de contribuer aux initiatives touristiques. Des formations du personnel, de l'aide à la gestion, à l'organisation et à la rédaction de manuels et des suggestions d'amélioration ou de diversification des services touristiques sont notamment proposées.

33. Le programme « villages vivants » d'El Salvador a pour but d'encourager les partenariats avec les autorités locales, par exemple, sur les capacités des institutions locales, les infrastructures et les marques territoriales. Cette stratégie a permis d'accroître l'engagement des autorités locales, qui jouent un rôle de plus en plus actif dans l'élaboration et la gestion de diverses facettes de l'activité touristique, conformément aux tendances à la décentralisation. Le nombre de municipalités participantes est passé de 56 en 2009 à 253 en 2017, soit plus de 95 % des municipalités de l'ensemble du pays.

34. Au Nicaragua, une croissance économique soutenue s'est accompagnée de progrès significatifs en matière d'indicateurs sociaux. L'étude de la mesure des niveaux de vie menée en octobre 2016 révèle que le taux de pauvreté générale est passé de 29,6 % en 2014 à 24,9 %. Dans le même temps, l'extrême pauvreté a baissé de 8,3 % à 6,9 %, de même que les inégalités, le coefficient de Gini passant de 0,38 à 0,33. Concernant les effets sur le travail, 48 152 emplois directs ont été créés en 2014 et 52 474 en 2018. Enfin, 92,7 % de l'ensemble des emplois créés étaient issus de microentreprises et de petites et moyennes entreprises du secteur du tourisme.

35. Le Panama a réalisé des avancées notables en matière de gouvernance au cours des dernières années dans au moins cinq destinations prioritaires où le développement touristique s'accompagne d'une approche participative. De plus, en août 2018, le fonds de promotion du tourisme a adopté la gestion d'une entité mixte réunissant secteurs public et privé. Il a été chargé de promouvoir le tourisme à l'échelle internationale et d'augmenter la création de produits touristiques, proposant ainsi aux visiteurs des activités encore plus engageantes et redistribuant les recettes nationales issues de ce secteur.

B. Conservation et gestion du patrimoine naturel et culturel, notamment des écosystèmes et de la biodiversité

36. L'Amérique centrale regorge de ressources naturelles. Sa riche biodiversité apporte des avantages inestimables à ses populations et à ses économies. Les différents pays de la région améliorent actuellement leurs cadres institutionnels et politiques, tandis que des stratégies et des plans d'action sont révisés et adoptés.

37. Le plan d'action 2016-2026 pour le tourisme vert du Panama est orienté vers le renforcement de l'écotourisme dans des zones protégées. En outre, la résolution n° 49, par laquelle la norme technique n° 510-2017 de la direction générale des normes et technologies industrielles et de la commission panaméenne des normes industrielles et techniques pour les normes de tourisme durable a été approuvée, permet de définir des paramètres minimums de durabilité sur les dimensions économiques, environnementales et sociales du tourisme afin de stimuler la compétitivité des prestataires de services touristiques. La norme aborde des critères et des indicateurs sur la gestion responsable, le contrôle qualité, la sécurité, le patrimoine naturel et culturel, le gaspillage, l'eau, les énergies, la pollution et la protection des écosystèmes. En octobre 2018, le Panama a annoncé la création d'une commission vouée à la conception, à l'élaboration et au suivi d'une politique nationale sur les océans.

38. Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles du Nicaragua a mené une initiative pilote dans quatre municipalités situées dans la zone aride du pays, ou « couloir sec », (Juigalpa, Murra, San Ramon, San Juan de Limay) afin de renforcer leurs capacités de résilience face aux changements climatiques. Cette démarche vise à protéger les sources d'eau grâce à une assistance technique, des formations et des incitations en matière environnementale en faveur de 354 acteurs locaux ayant mis en œuvre des dispositifs de restauration de l'environnement. En conséquence, 98 % de ces mesures de restauration ont permis d'améliorer la couverture végétale de 46 % en moyenne sur une zone de 2 496,45 hectares. Cela produit des effets positifs sur la qualité visuelle du paysage ainsi que sur le développement de l'écotourisme dans les quatre municipalités.

39. Les zones protégées constituent une priorité pour la gestion et la conservation de la biodiversité au Nicaragua et pour le développement d'un tourisme respectueux de l'environnement, qui a stimulé la préservation du patrimoine naturel et culturel, ainsi que la prise en compte des communautés locales et autochtones lors de la planification, du développement et du fonctionnement du tourisme, notamment dans les zones protégées de la côte caribéenne. L'institut nicaraguayen du tourisme collabore avec des prestataires de services touristiques pour imposer le respect de bonnes pratiques. L'association Puesta del Sol, sur l'île d'Ometepe, dans le département de Rivas, constitue un exemple de réussite notable. Cette initiative de tourisme autochtone rural existe depuis 11 ans. Elle aide des familles à pratiquer des activités agricoles traditionnelles, contribue à développer le tourisme pour ouvrir d'autres perspectives économiques et stimuler le développement de la communauté en favorisant la durabilité et la préservation de l'environnement.

40. Le Ministère du tourisme d'El Salvador conduit plusieurs initiatives, comme le programme 2012-2015 d'intégration de la gestion de la biodiversité aux activités touristiques et à la pêche dans les écosystèmes marins côtiers, qui vise à renforcer la biodiversité d'intérêt mondial dans les espaces côtiers et marins, et qui exerce son influence sur l'intégralité de la zone côtière du pays, notamment sur 32 communes marines côtières. D'autres initiatives pertinentes se concentrent sur le renforcement du tourisme dans les zones rurales et naturelles et sur le développement d'un tourisme

rural autochtone au sein des communautés, afin de stimuler la création d'emplois et de générer des revenus.

41. L'institut du tourisme et le Conseil national des zones protégées du Guatemala gèrent des programmes conjoints pour la conservation des zones protégées, des monuments naturels et de la biodiversité du pays. En outre, un système de suivi de la gestion de la qualité et de la durabilité a été mis en place. Il s'applique autant aux sociétés de tourisme qu'aux parcs et aux sites archéologiques. Financé par l'institut, ce système permet d'élaborer une liste des meilleures pratiques dans les domaines de la qualité et de la durabilité, aidant les parties prenantes à réduire leurs frais de fonctionnement et leurs niveaux de consommation.

42. Au Honduras, les démarches d'exécution de la stratégie nationale et du plan de gestion sur l'écotourisme, ainsi que les efforts vers les objectifs à long terme de 2021, ont donné lieu à des avancées significatives : 25 zones protégées ont été définies en 2018, par rapport à un objectif global de 30 à atteindre d'ici à 2021. D'autres exemples significatifs peuvent être cités : sur les 45 programmes mixtes réunissant secteurs public et privé, 41 ont été menés avec succès ; 7 des 10 associations de guides de montagne ont accueilli des participants issus de groupes ethniques minoritaires et de communautés locales ; cinq parcs archéologiques et monuments culturels sur sept font l'objet d'un plan de gestion ; et quatre parcs archéologiques et monuments culturels sur sept sont à présent protégés par un plan d'utilisation publique.

43. En 2018, le Honduras a adopté un cadre stratégique pour la consommation et la production durables afin d'augmenter la compétitivité et la productivité des secteurs économiques prioritaires du pays, tout en assurant la protection de l'environnement et une meilleure utilisation des ressources, la résilience face aux changements climatiques et la création de perspectives constructives pour la société hondurienne. L'industrie agroalimentaire, le bâtiment et les travaux publics, et le tourisme ont été traités comme des secteurs prioritaires. Les modes de vie durables, les villes, l'approvisionnement, ainsi que les microentreprises et les petites et moyennes entreprises ont notamment été considérés comme des facteurs transversaux de consommation et de production durables. Le PNUE et le Conseil national pour le développement durable ont soutenu l'élaboration du cadre national.

44. Le Costa Rica accorde une grande attention à ses zones protégées pour la conservation de la vie sauvage. Le classement en parcs nationaux, réserves naturelles et zones marines, entre autres catégories de gestion, constitue un total de 166 zones protégées pour la vie sauvage couvrant une surface de 1 354 hectares, soit 26,55 % du territoire national. L'aire marine protégée représente environ 50 % de la superficie totale des eaux territoriales du Costa Rica. Le réseau costaricien de réserves naturelles privées compte plus de 120 réserves affiliées qui protègent 2,1 % du territoire national.

45. En 2018, la politique nationale 2018-2030 pour une consommation et une production durables a été adoptée par le Ministère de l'environnement et de l'énergie, le Ministère des affaires étrangères et de la culture et le Ministère de la planification et de la politique économique au terme d'un processus participatif réunissant de multiples parties prenantes. Cette politique comporte une évaluation de la situation du Costa Rica en matière de consommation et de production durables qui a permis de cerner des lacunes et de souligner des réussites. La durabilité des systèmes agroalimentaires, du tourisme, des modes de vie, de la construction et des achats publics constituent les composantes principales de cette politique.

C. Synergies et compromis (environnement, santé, transport) des politiques et stratégies nationales sur les changements climatiques

46. Le programme écologique des « Pavillons bleus » du Honduras vise à établir des comités locaux permettant d'encourager la conservation et le développement afin de protéger les ressources naturelles et de mener des actions de résilience face aux changements climatiques. Cette initiative est menée par un comité national constitué de représentants des secteurs public et privé. Il existe actuellement 10 comités locaux qui ont entamé des actions de lutte contre les changements climatiques et imposé des bonnes pratiques dans le secteur du tourisme. Cette initiative dispose également de diverses catégories consacrées spécifiquement aux plages, aux établissements pédagogiques, aux espaces naturels ou aux diverses communautés.

47. Le plan national d'adaptation du Costa Rica a été officiellement adopté en 2018. Il s'harmonise avec le programme national de développement du tourisme. Des synergies sont à l'œuvre et un travail intersectoriel est mené afin d'atteindre les objectifs définis pour 2030. Le Costa Rica dispose également d'un programme de décarbonisation pour la période 2018-2050 et, bien que la transition vers une économie sobre en carbone exige une transformation profonde, le Costa Rica a réalisé des avancées majeures au cours des dernières décennies, avec notamment l'obtention d'un réseau électrique à 95 % exempt d'émissions et de très faibles taux de déforestation, la forêt couvrant plus de 52 % du territoire. Le Costa Rica cherche à inspirer de multiples acteurs à tous les échelons pour les inviter à dépasser la norme et à prendre part à cette transformation positive.

48. La stratégie nationale du Costa Rica visant à minimiser le recours aux plastiques à usage unique au cours de la période 2017-2021 constitue une autre initiative importante des pouvoirs publics. Grâce au soutien du Programme des Nations Unies pour le développement, elle vise à stimuler les démarches collectives et volontaires des secteurs public et privé ainsi que de la société civile, et à donner au secteur productif et à la société costaricienne les moyens de remplacer les joints, ustensiles et emballages à usage unique fabriqués en matériaux non renouvelables, non compostables, ou issus de dérivés pétroliers, par des produits renouvelables et compostables. Conformément à son plan de gestion intégrée des déchets pour la période 2016-2021, le Costa Rica a conçu une stratégie nationale de recyclage qui, dans son sens le plus large et le plus inclusif, consiste à stimuler le tri, la collecte et la valorisation des déchets.

49. Les instruments juridiques nationaux du Guatemala font de la réduction des émissions de gaz à effet de serre une priorité. Dans le décret 7-2013, le Guatemala définit le cadre juridique lui permettant d'aborder les changements climatiques et préconise la mise en place d'un programme de croissance énergétique fondé sur les ressources renouvelables qui encourage l'efficacité énergétique et les économies d'énergie. Ce décret prévoit également un mandat visant à compenser les émissions produites par l'utilisation de combustibles fossiles et à limiter les émissions en réaffectant les terres à d'autres usages.

50. L'une des mesures les plus pertinentes adoptées au Guatemala en matière de gestion des déchets a été inspirée par des initiatives locales. En effet, plusieurs villages du département de Sololá et la ville d'Antigua, dans le département de Sacatepéquez, ont adopté des réglementations interdisant l'utilisation du plastique et encourageant le recours à des pratiques d'emballage ancestrales. Des « Cleanathon », campagnes de recyclage, de nettoyage et de revalorisation esthétique, ont en outre été menées par les communautés locales et figurent parmi les activités volontaires les plus courantes.

51. Le plan national pour le tourisme d'El Salvador définit des pistes d'action spécifiques pour minimiser les effets sur l'environnement dans les domaines suivants : les émissions de gaz à effet de serre ; les zones protégées ; la consommation d'eau et d'énergie ; et le développement des entreprises dans les secteurs écologiques. Ce pays dispose également d'un cadre réglementaire réunissant des institutions associées et d'autres organes réglementaires, comme le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, afin d'assurer le respect des réglementations.

52. Le Ministère du tourisme d'El Salvador contribue activement aux travaux du cabinet de la durabilité environnementale, au conseil national sur la durabilité et la vulnérabilité environnementales et à d'autres entités interorganisations comme la commission intersectorielle pour la santé. Diverses actions ont été menées en ce sens : des travaux de coordination destinés à encourager les initiatives de consommation et de production durables ; des efforts de sensibilisation ; la constitution d'un comité sur l'efficacité énergétique ; et le recyclage des papiers. Une série de mesures ont en outre été appliquées en coopération avec des institutions compétentes, comme la société salvadorienne du tourisme et l'institut salvadorien du tourisme, dans le cadre de la politique nationale sur le tourisme.

53. Le Nicaragua exécute actuellement une stratégie nationale harmonisée avec le mécanisme de réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement, dont l'objectif est de réduire le taux de déforestation de 50 % d'ici à 2040, conformément à une proposition visant à améliorer les systèmes de production intensifs, l'emploi et la préservation de la biodiversité grâce à des synergies et des conventions. Concernant les forêts, le Nicaragua s'est fixé l'objectif de réduire ses émissions de dioxyde de carbone à hauteur d'environ 11 millions de tonnes ; ces efforts seront compensés par des incitations atteignant 55 millions de dollars sur cinq ans. En matière énergétique, les pouvoirs publics ont augmenté la production d'énergies renouvelables de 25 % en 2007 à 46,6 % en 2018.

54. Le Nicaragua a mis en place une politique nationale d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, œuvrant pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques grâce à des investissements publics. Le pays dispose également d'un système national de prévention des catastrophes, d'atténuation de leurs effets et de réaction faisant appel à des institutions d'État. Le Nicaragua copréside actuellement le Fonds vert pour le climat, qui organise des activités sur les changements climatiques afin de mieux s'y adapter et d'en atténuer les effets, et il contribue à encourager la reconstitution des ressources du Fonds, ainsi que le développement durable, en se concentrant particulièrement sur la restauration et en faisant appel à l'engagement de la population rurale à ces fins.

55. L'institut nicaraguayen du tourisme a mis en place un programme de « bons » dans le secteur du tourisme. Des bons sont émis pour récompenser les bonnes pratiques des acteurs locaux utilisant des technologies respectueuses de l'environnement dans leurs établissements. Cette initiative a été exécutée en deux phases, en 2016 et en 2017, durant lesquelles 2 568 bons ont été émis, dont 1 417 pour des panneaux solaires et 93 pour des fourneaux écologiques. Des campagnes ont également été menées en conjonction avec la société nationale de distribution d'eau afin de promouvoir l'utilisation efficace des ressources, ainsi que des mesures connexes sur la protection et la préservation des ressources hydriques. Ces efforts sont principalement appliqués aux six complexes touristiques gérés par l'institut.

56. Le Panama a adapté ses activités halieutiques et touristiques aux changements climatiques. En effet, les eaux du golfe de Montijo se réchauffent, modifiant la dynamique des communautés de pêcheurs traditionnelles des alentours. Par ailleurs, l'érosion des côtes force les touristes à se replier vers d'autres plages. Menacés par les changements climatiques, les communautés de pêcheurs et les entrepreneurs du tourisme recherchent donc des solutions leur permettant de lutter contre les effets de ces phénomènes sur leurs moyens de subsistance et de s'adapter aux nouvelles réalités de leur environnement. La diversification de l'offre touristique et la proposition d'activités inédites, comme l'observation de la ponte et de l'émergence des tortues marines, l'ornithologie dans le golfe de Montijo et la sensibilisation à la biodiversité et à l'histoire du parc national de Coiba constituent des stratégies viables dans ce contexte.

IV. Initiatives et efforts régionaux pertinents pour un tourisme durable

57. L'un des objectifs fondamentaux du Système d'intégration de l'Amérique centrale consiste à définir, établir et maintenir une coordination et des actions spécifiques pour la préservation de l'environnement grâce à une gestion responsable en harmonie avec la nature et le développement durable. Le programme stratégique régional du Système est conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux 17 objectifs correspondants.

58. Le système intégré de qualité et de durabilité de l'Amérique centrale mis en place par le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine joue le rôle de label de qualité pour le tourisme dans la région. Cet outil est extrêmement utile pour la promotion du tourisme, ce qui explique la place proéminente occupée par ce secteur parmi les activités économiques les mieux positionnées pour réaliser les objectifs de durabilité[5]. Au Honduras, c'est l'institut du tourisme qui est chargé de la mise en application du système intégré de qualité et de durabilité de l'Amérique centrale, en réalisant notamment des audits avec réserves et en apportant ses conseils aux entreprises du tourisme. Lorsque le système a vérifié qu'une société respecte certaines directives et certains critères, celle-ci se voit décerner une certification destinée à l'aider à rester compétitive sur un marché de plus en plus exigeant. En 2017, 34 sociétés touristiques avaient été certifiées. La mise en œuvre du système a contribué à sensibiliser les entrepreneurs aux enjeux de la durabilité, tout en améliorant leur compétitivité et la qualité des services proposés en matière d'hébergement, de restauration, d'organisation d'activités touristiques et de location de véhicules. En conséquence, le Honduras ainsi que les autres pays d'Amérique centrale se positionnent comme des destinations touristiques attrayantes et durables.

59. Le Conseil du tourisme d'Amérique centrale, un organe du Système d'intégration de l'Amérique centrale composé de ministres du tourisme de la région, a pour mission de faciliter et de promouvoir les mesures de renforcement du tourisme en Amérique centrale. Jusqu'en juin 2019, le Guatemala en assumait la présidence temporaire. Le Conseil supervise tous les programmes liés à la durabilité, à la qualité, à l'innovation, à la connectivité et à la sécurité exerçant une influence sur les activités touristiques d'Amérique centrale pour les ministres du tourisme de la région.

60. L'organisation « Mundo Maya », qui rassemble le Belize, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Mexique, a vocation à assurer le développement d'un tourisme durable dans les pays issus de la culture maya. Elle cherche à stimuler le

[5] Organisation mondiale du tourisme et Organisation des États américains, *Tourism and the Sustainable Development Goals: Good Practices in the Americas* (Madrid, OMT, 2018).

tourisme à multiples destinations et à renforcer la qualité des prestations dans chacun des pays membres. Le Guatemala en assume la présidence temporaire de 2018 à 2020.

61. L'Association des États de la Caraïbe encourage la consultation, la coopération et les actions concertées de tous les pays d'Amérique centrale et cherche à renforcer et à harmoniser les compétences des pays de la Caraïbe ; elle aborde des domaines de préoccupation ou d'intérêt communs, comme la préservation de la mer, le tourisme durable, le commerce, les catastrophes naturelles et les transports.

62. En qualité de membre de l'association, le Nicaragua participe depuis 2015 à l'utilisation d'indicateurs pour la zone de tourisme durable des Caraïbes, avec les îles du Maïs et celle d'Ometepe pour destinations. Les efforts incluent un programme pilote d'application d'un outil virtuel qui permettra de réaliser des progrès dans la validation des indicateurs afin d'évaluer la destination. En 2017, le Nicaragua a également participé à l'alliance des Amériques pour la viabilité des sites touristiques, un partenariat multisectoriel, avec l'île d'Ometepe comme destination pilote, pour commencer un processus de diagnostic et un programme d'action permettant d'améliorer la gestion du tourisme et la compétitivité de 30 destinations en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

63. Le groupe d'action régional des Amériques pour la prévention de l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme et l'industrie des voyages défend un tourisme responsable et respectueux des droits de la personne. Le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua participent à cette initiative, le Guatemala ayant par ailleurs accueilli la 11e réunion du groupe en novembre 2018.

V. Conclusions et recommandations

64. **Depuis l'adoption de la résolution 72/214 en 2017, les pays de la région ont redoublé d'efforts pour promouvoir le tourisme durable et le développement durable, et pour encourager une prise en compte et une coordination accrues de l'ensemble des parties prenantes. Les pays ont également souligné le rôle déterminant joué par le tourisme durable pour le respect des objectifs de développement durable.**

65. **Les progrès enregistrés par les pays de la région en matière de développement et d'application concrète des stratégies et politiques touristiques nationales révèlent l'importance cruciale d'associer les enjeux du développement durable à la planification des États, aux stratégies sectorielles et aux consultations publiques afin de renforcer la cohérence des politiques publiques. Ils soulignent également l'intérêt accru des pays pour des mesures et un suivi en temps utile du tourisme dans les destinations, qui permet d'étayer des politiques fondées sur des données factuelles et de garantir une croissance durable et inclusive.**

66. **Comme le signalent les États Membres et comme cela se perçoit dans la plupart des examens volontaires nationaux des pays de la région, l'engagement de tous les échelons des pouvoirs publics, y compris des autorités locales, et la coordination horizontale sont essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable. Cela est d'autant plus vrai pour le secteur du tourisme, puisque cette activité recoupe des domaines transversaux et aborde une vaste gamme de mesures politiques qui incombent souvent à diverses institutions publiques et ministères.**

67. **Dans la région, le secteur touristique a réalisé des progrès manifestes concernant les enjeux environnementaux, comme les changements climatiques. Le tourisme contribue également à lutter contre la pauvreté en stimulant la**

création d'emplois et les possibilités d'entreprendre, notamment en faveur des jeunes, des femmes, des peuples autochtones et des communautés défavorisées. Il est vital de consolider ces avancées en adoptant des politiques adéquates et en apportant un soutien financier pertinent dans le cadre plus général des politiques de développement durable.

68. **Les efforts les plus notables dans la région concernent les initiatives de promotion du développement d'un tourisme durable dans le cadre du soutien à l'intégration régionale. Il s'agit notamment de l'amélioration de la gestion des destinations, de la promotion d'une stratégie de commercialisation de séjours englobant plusieurs destinations et de la mesure des résultats en fonction de cibles définies et pratiques. Il est par conséquent essentiel de poursuivre la consolidation des récentes avancées obtenues dans la région.**

69. **Pour améliorer le suivi des effets du tourisme sur le développement, il est nécessaire de repenser et de modifier les pratiques traditionnelles afin de rassembler diverses sources de données fournissant aux pouvoirs publics et au secteur du tourisme les informations les plus actualisées possible. Des progrès sont réalisés grâce au Réseau international d'observatoires du tourisme durable de l'OMT, qui se consacre au suivi permanent des effets du tourisme, abordant les trois dimensions de la durabilité, étayant les prises de décisions à partir de données concrètes et stimulant une culture de mesure et de recherche continues et permanentes. Les autorités nationales et les autres parties prenantes de la région sont conviées à se joindre à cette initiative.**

70. **Le rôle positif du tourisme pour la préservation de la biodiversité et la lutte contre les effets des changements climatiques apporte un argument supplémentaire pour défendre les intérêts environnementaux des politiques touristiques et pour faire meilleur usage du potentiel du tourisme en tant qu'agent de changement. Les étapes mondiales à venir, comme le forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019 et la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, le Sommet sur le climat convoqué par le Secrétaire général et la conférence sur les changements climatiques prévue à Santiago, dans le cadre de la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties, ouvrent des perspectives déterminantes que les pays d'Amérique centrale peuvent exploiter et sur lesquelles ils peuvent capitaliser.**

71. **Les pouvoirs publics, le secteur du tourisme et les organisations compétentes de la région sont encouragés à s'engager dans le cadre du Programme de tourisme durable du réseau One Planet, plateforme collaborative réunissant et intensifiant les initiatives et les partenariats existants dans le but d'accélérer la transition vers des modes de consommation et de production durables dans le secteur touristique.**